



Syndicat National de la DGFIP

FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 19 novembre 2020

Déclaration Liminaire CTL du 19 novembre 2020

Madame la Présidente,

Vous nous avez convoqué ce jour dans un contexte sanitaire difficile avec un ordre du jour lourd, principalement axé sur le NRP (Nouveau Réseau de Proximité) et sa première déclinaison pour l'année 2021. Une convocation que vous nous imposez en distanciel afin de respecter les consignes sanitaires nationales. Une fois de plus, on piétine le dialogue social... Remarquez que depuis quelques années... Nous espérons que cette audio-conférence comptera dans la statistique du télétravail puisque la nouvelle dictature du pourcentage de télétravailleurs devient la norme. L'Aveyron serait un vilain petit canard...

Vous nous demandez notre avis sur les différentes restructurations en 2021. **Voilà maintenant un an et demi que nous vous demandons le retrait de ces réformes et l'abandon du NRP qui démantèle le réseau des Finances Publiques de l'Aveyron**, mais également de tout le pays. Donc notre avis, vous le connaissez, c'est un avis très défavorable, un NON que nous portons au sein de l'intersyndicale.

Il est pour le moins incongru et absurde de devoir débattre et discuter sur une réforme qui nous détruit. Alors en Aveyron comme sur tout le territoire, les directions ont été zélées et ont diffusé une bonne parole politique tant aux agents qu'aux collectivités et aux citoyens. La DDFIP a alors expliqué que notre démantèlement allait permettre d'avoir plein de points de contact avec la géniale idée des Maisons France Services. Bon sang, mais c'est bien sûr ! Des coquilles vides dans lesquelles nous ne serons pas.

Le 24 octobre 2020, le magazine Marianne publiait un article « Maison France Services : voyage dans les supermarchés administratifs », avec témoignages du personnel, du public et d'élus. **On n'a pas commencé le NRP que déjà on constate les ravages du service public low-coast avec par exemple des services en « back office », comme la sémantique managériale moderne les appelle, qui déjà ne répondent plus aux appels des MFS.** On commence déjà à être bien loin du monde merveilleux décrit dans la note aveyronnaise du 30 juillet 2020 faisant le bilan de la campagne de l'impôt sur le revenu 2019 avec les Maisons France Services. Avec si peu de MFS en Aveyron, une fermeture au public liée à la crise et un très faible nombre de demandes (la MFS de Bozoul a accompagné 4 personnes pour la déclaration en ligne), il est bien normal que les relations avec les différents référents en SIP aient été correctes. Cela a dû être un grand soulagement pour la DDFIP... Des employés de MFS eux aussi bien traités puisqu'ils n'ont même pas eu la journée de formation prévue par la DDFIP à cause du Covid. Beau service public...

Mais les choses vont évoluer comme vous le souhaitez et le défendez, Madame la

Présidente. Les pressions faites aux élus, par notre administration et d'autres, vont se poursuivre. Les collectivités aveyronnaises récalcitrantes n'auront plus le choix. Ce sera la MFS ou rien. Alors ils choisiront tous la MFS. À défaut d'avoir réussi à vendre le nouveau réseau aux élus, vous le leur aurez fait avaler. Et sur le dos de qui ? Sur le dos des agents, en supprimant leurs emplois, en les déplaçant, en leur faisant faire des kilomètres alors qu'ils avaient construit toute leur vie à proximité de leur travail, en les déstabilisant, en leur faisant perdre un savoir-faire si difficile à acquérir.

En 2021, ce sont 4 trésoreries (Marcillac-Vallon, Montbazens, Baraqueville et Rieupeyroux) et 2 services (SIP de Decazeville et SIE de Villefranche) qui disparaissent. Avec 2 antennes, une à la trésorerie de Montbazens et une au SIE de Villefranche. L'administration est magnanime. Disparitions auxquelles il faut rajouter des transferts d'activité comme le transfert de la gestion hospitalière des trésoreries de Villefranche et Decazeville à Rodez. Mais avec la création de deux Services de Gestion Comptable (SGC) à Villefranche et Decazeville. **Combien d'agents n'arriveront pas dans ces nouveaux services ? Combien d'emplois seront sur la sellette ? Combien d'agents vont devoir faire de la route, déménager ?**

Pour revenir sur la casse du dialogue social que nous vous évoquions en début de déclaration, la publication le 10 novembre sur l'Ulysse national des postes de Conseillers aux Décideurs Locaux en est un nouvel exemple criant. Alors pourquoi dans le 4^e point de l'ordre du jour du présent CTL évoquer les CDL puisque tout est décidé ? Le 16 novembre, publication a été faite sur Ulysse Aveyron. Encore une fois, on nous prend pour des champignons. Remarquez, la photo de présentation actuelle sur Ulysse Aveyron, si elle est magnifique, paraît une anticipation sur le futur de notre réseau départemental.



Photo tirée d'Ulysse Aveyron le 18/11/2020

De nombreux agents sont concernés, et pour reprendre l'expression de votre prédécesseur, Madame la Présidente, « au jour d'aujourd'hui », beaucoup d'agents ne savent toujours pas quel va être leur sort au 1^{er} janvier 2021. Remarquez, on a le temps, 2021 c'est loin, c'est dans un mois et demi... D'autres agents ne savent pas comment ils vont pouvoir continuer à assurer correctement leurs missions. Ils absorbent toujours plus de services mais ne voient jamais grand monde venir. C'est ça le management moderne et la considération du personnel. Quelle inhumanité et quel traitement indigne de la part d'une des principales administrations de la République française ! Heureusement, le 17 novembre, les agents concernés par les restructurations ont été rassurés par l'inaudible audio-conférence. Le 18 novembre, ils ont reçu le mail leur demandant leur souhait : c'est Noël avant l'heure.

Suite au premier déconfinement, n'importe qui de censé aurait différé les restructurations prévues au 1^{er} janvier 2021. Mais non, que nenni ! Dès juillet, quand les agents étaient en partie en vacances, les directeurs se sont mobilisés pour faire la tournée des services à restructurer en expliquant que tout devait se faire malgré la crise sanitaire. Du travail bâclé, des groupes de travail toujours pas effectués dans la plupart des cas, sans parler du management pratiqué lors de ces réunions. Et revoilà le confinement. Même en termes de

« timing », la DDFIP de l'Aveyron est mauvaise. Et pourtant, que d'éloges avaient reçus nos services pendant et après le premier confinement. FO-DGFIP 12 avait alerté sur le mal-être des agents réquisitionnés pour la mise en place du PCA alors que leurs services devaient être restructurés. Quelques mois plus tard, crise sanitaire ou pas, la prophétie se réalise.

Le NRP répond bien uniquement à un impératif budgétaire et à une doctrine libérale : il faut moins d'Etat. Pour cela, les 2100 suppressions d'ETP (équivalent temps plein) inscrites dans le Projet de Loi de Finances 2021 confirment les objectifs. **Maintenant que le mammoth est dégraissé, on s'en prend à ses organes vitaux en attendant de terminer par la moelle osseuse.**

Mais notre administration a conscience d'aller loin et de frapper fort sur les agents. Ce n'est pas pour rien que le 18 septembre, **une journée nationale de sensibilisation des cadres de la DGFIP a été organisée**. A l'issue de cette journée de sensibilisation, un livret de 22 pages a été distribué aux cadres. En Aveyron, cette formation obligatoire devait se tenir le 05 novembre 2020, à l'initiative de la Mission d'Accompagnement et de Soutien des Equipes d'Encadrement (MASEE) de la Direction Générale. Au menu de cette formation aveyronnaise, 30 minutes sur le changement, 1h sur les impacts de la transformation, 1h sur l'évolution du rôle de manager et enfin des ateliers. Des ateliers qui en disent long sur l'avenir : 1h sur « Manager des équipes dispersées », 1h15 pour « identifier ses marges de manœuvre » et enfin, le meilleur pour la fin, « **décliner la vision et embarquer ses équipes** ». Remarquez Madame la Présidente, qu'on comprendra aisément les agents qui ne voudront pas se faire embarquer sachant qu'ils iront droit dans le mur.

Le livret fourni le 18 septembre est édifiant et donne un aperçu du chemin que notre administration emprunte. On y découvre par exemple page 6 « Quels sont les enjeux pour le management ? ». Il s'agit par exemple pour les managers de « concentrer les actions auprès des agents qui attendent de voir la suite du projet, et de s'appuyer sur les agents qui font la promotion du projet ». Page suivante, on y donne la définition de ce qu'est un agent « opposant ». Il s'agit d'un agent qui ne veut pas changer de service et qui pense que la réforme n'a pas de sens... Le manager ne devra pas s'épuiser à convaincre l'agent « opposant », ne s'appuiera pas sur lui... Par contre, les agents engagés et constructifs recevront en échange de la reconnaissance (voir page 7). Mais qu'est-ce que cela veut dire ? **On crée de la discrimination et on catégorise les agents ? A quand le port d'un signe distinctif pour les agents résistants ? Discrimination et harcèlement, sont-ce les nouveaux mots d'ordre de management à la DGFIP ?**

Le manager doit trouver des « alliés » et comprendre les résistances en s'appuyant sur les analyses du deuil (précision est donnée concernant les travaux d'Elisabeth Kübler-Ross sur le deuil, vous nous en direz tant). La DGFIP est donc morte, les agents sont des larves sur un cadavre. Mais dans quelle étape du deuil sommes-nous actuellement, Madame la Présidente ? Selon ce livret du manager, les agents opposés ne le savent pas encore mais bientôt ils vont être favorables au NRP... Ben voyons !

Tout comme les managers qui n'ont pas le choix et doivent adhérer sans condition et aveuglément, on nous explique encore dans ce livret que les cadres vont appliquer le « management 3.0 » afin de basculer d'un rapport hiérarchique à des pratiques participatives et collaboratives. **Adieu le savoir-faire, l'expertise et la technicité du manager et, in fine, le respect des équipes**. Le manager pourra même piloter à distance, tel le pilote d'un drone... Il devient un « coach » d'équipes, favorise l'autonomie et donne du sens. Il va y avoir du sport... Nous sommes particulièrement impatients de voir la mise en place des troisièmes mi-temps recommandées par le guide et appelées « temps faibles ».

Alors Madame la Présidente, comment comptez-vous décliner en Aveyron cette formation et ce guide auprès de vos cadres ? Quelles seront les consignes données à vos cadres ? Comment pourront-ils participer aux restructurations qui approchent sans avoir pu suivre cette formation ?

Également à l'ordre du jour de ce CTL, le dispositif d'affichage des indicateurs de qualité dans les SIE. « Voilà une nouvelle qu'elle est bonne ! » La DDFIP de l'Aveyron n'est toujours pas capable de modifier sur les Pages Jaunes les horaires d'ouverture au public de ses CFP mais va afficher des statistiques indiquant que tout va bien dans les services. Les Pages Jaunes sont le principal site utilisé par les Français pour consulter les horaires, site également utilisé par Google qui utilise ces informations sur sa première page. Les usagers de nos services publics n'ont pas fini d'être excédés devant nos grilles baissées... Mais ils auront des statistiques...

Tout cela est édifiant pour notre administration, pour les agents, pour l'avenir, pour la qualité d'un service public qu'on abandonne. Le NRP doit supprimer 1000 Centres des Finances Publiques et, crise sanitaire ou pas, il est sur la bonne voie. L'Aveyron y contribuera. 84 % des agents de la DGFIP estiment que notre administration va dans la mauvaise direction. Les managers auront du travail. Il en faudra des carottes pour les « embarquer ». Les primes de restructurations sont de la poudre de perlimpinpin pour bien des agents qui vont subir physiquement et financièrement les restructurations ; restructurations qui feront place ensuite à d'autres restructurations. Être dans le vent de la start-up nation a un coût humain très fort que personne, dans la cabine de pilotage, ne semble mesurer.

FO-DGFIP ne s'oppose pas à la modernité, à l'adaptation de notre administration aux nouvelles technologies, aux nouvelles pratiques. Mais FO-DGFIP s'oppose à toute instrumentalisation de la modernité pour détruire notre administration et nos services publics. Quiconque a utilisé la solution miracle de la DGFIP www.impots.gouv.fr sait, qu'il soit particulier ou professionnel, que c'est un labyrinthe sans nom où il est même difficile de retrouver ses propres cailloux. Ce ne peut être la réponse aux suppressions d'emplois et aux fermetures de services. Pas plus que les Maisons France Services ne sont la solution, elles tentent juste de cacher la misère d'un service public en perdition.



Les représentants FODGFIP-12.